

Centre de ressources en langues : le SNESUP dénonce une nouvelle organisation sans moyens ni vision

A compter du 1^{er} Janvier 2019 l'enseignement des langues non spécialistes ou LANSAD (Langues pour Spécialistes d'Autres Disciplines) deviendra un service commun de notre université. Dès lors, l'ensemble de ces enseignant.es seront donc administrativement rattaché.es au nouveau CRL (Centre de ressources en langues) dirigé par Nadia Mekouar. **Une centaine d'enseignant.es** sont directement impacté.es par cette nouvelle organisation (voir le détail dans notre « Focus ») et toutes les équipes pédagogiques sont concernées.

Cette nouvelle *maison des langues* pour l'heure sans maison ni financements nouveaux entend mobiliser les moyens actuels en enseignant.es et matériels des collèges, écoles et instituts pour les mutualiser et en centraliser la gestion dans une logique managériale. Sur le papier le Centre dématérialisé vise à « *renouveler la pédagogie* », mais aussi à « *recourir davantage aux ressources numériques* ». Pourtant, dans de nombreuses universités converties de longue date à ce modèle, les services communs de langues apparaissent à bout de souffle et sont source d'épuisement pour les personnels transformés en « ressources partagées ».

Le snesup-FSU de l'uppa dont les élu.es ont voté contre ce projet dans les différentes instances de l'université continue à dénoncer les dangers d'une telle réorganisation, qui sous couvert de rationalisation poursuit des objectifs contestables. Après la scolarité centrale et le regroupement des secrétariats pédagogiques, pourquoi joindre ainsi l'inutile au désagréable en se jouant des collègues comme des pions ou pièces d'un lego ?

Voici point par point l'analyse du Snesup-FSU de l'UPPA (Voir par ailleurs les enjeux et pièges dans notre FOCUS détaillé et le communiqué national du snesup-FSU sur les certifications) :

1. Une approche par les compétences et un enseignement par groupes de niveaux

Après un test de niveau dit « test de positionnement » l'ensemble des étudiant.es de l'uppa seraient réparti.es en groupes de niveaux. Pourtant toute la recherche actuelle en didactique des langues montre l'absurdité de tels groupes de niveaux pour l'apprentissage des langues (<http://www.cahiers-pedagogiques.com/L-homogeneite-du-groupe-classe-un-reve-absurde-et-dangereux>).

Et que dire de l'organisation de tels tests et de tels groupes à l'échelle des sites de l'uppa, avec les contraintes d'emploi du temps, de salles –en l'absence d'un lieu dédié qui soit réellement bien équipé et central- ?

L'expérience montre aussi que face aux tests de niveaux, les étudiant.es déploient des stratégies diverses : certain.es par exemple préfèrent « louper » volontairement les tests pour maximiser leurs notes et/ou minimiser leurs efforts.

En outre, une telle approche privilégie une logique fonctionnelle des langues centrée sur les compétences. Pourtant : « Contre l'idéologie de la compétence, l'école doit apprendre à penser » (Philippe Mérioux).

2. L'objectif contestable des certifications en langues

Les certifications seraient privilégiées sans que le choix du type de certification n'ait été donné. Les certifications payantes de type TOEIC ou TOEFEL pour l'anglais, si elles étaient retenues, génèreraient un coût élevé. Celui-ci pèserait sur l'établissement, organisant au passage des transferts d'argent public vers le privé que le ministère ne compenserait que momentanément et partiellement (Voir l'analyse nationale du Snesup-FSU)

La logique des certifications bride toute pédagogie et production de support pédagogique. Elle contraint enseignant.es et étudiant.es au bachotage et à des évaluations incessantes. L'enseignement s'appauvrit et le rôle de l'enseignant.e est réduit à celui d'un répétiteur. En réalité, la préparation à la certification est un leurre et ne garantit nullement une meilleure formation en langues : les universités parisiennes le savent bien, qui, en science, reviennent à des cours de langues réguliers en petits groupes qui encouragent la prise de parole et l'autonomie des étudiant.es.

3. Le leurre des « ressources numériques »

Il convient bien sûr de développer les « ressources numériques » mises au service des enseignant.es de langues. Cependant, le nouveau centre de langues de l'uppa va ouvrir « sans murs », et pour le moment sans matériels dédiés, ni laboratoires de langues ou salles multimédias. Il se propose de mutualiser ce qui existe déjà. Mais dans quel état sont les salles et matériels de l'uppa ? Comment les finances exsangues de l'établissement vont-elles piloter en central leur amélioration qui n'est nullement annoncée ?

Il faut bien craindre que ce « recours accru aux ressources numériques » ne masque en réalité la volonté de développer un enseignement des langues sans encadrement et devant machine, voire de simples programmes de langue proposés à distance aux étudiant.es.

4. La fabrique d'enseignant.es « hors-sol »

Les enseignant.es non spécialistes en langues pour la plupart intégrés à la vie et aux décisions des équipes pédagogiques de leurs départements vont être rattachés au nouveau service commun du CRL qui sera une sorte de « guichet » d'enseignant.es en langues. Transformés en « ressources » humaines partagées, elles et ils seront à la fois partout et nulle part tant qu'une véritable « maison des langues » ne sera pas bâtie. Comme le montrent les exemples d'autres universités, nous pouvons craindre que leurs conditions de travail se dégradent.

Quelle est l'urgence d'un tel projet cassant l'organisation existante alors que l'UPPA ne peut dégager les moyens nouveaux qui seraient nécessaires pour une véritable « Maison des langues » ? Pourquoi poursuivre des objectifs tels que les groupes de niveaux que la recherche actuelle désavoue ? Pourquoi courir derrière des certifications coûteuses qui stérilisent la pédagogie, ou derrière le mirage de « ressources numériques » qui remplaceraient les enseignant.es ?